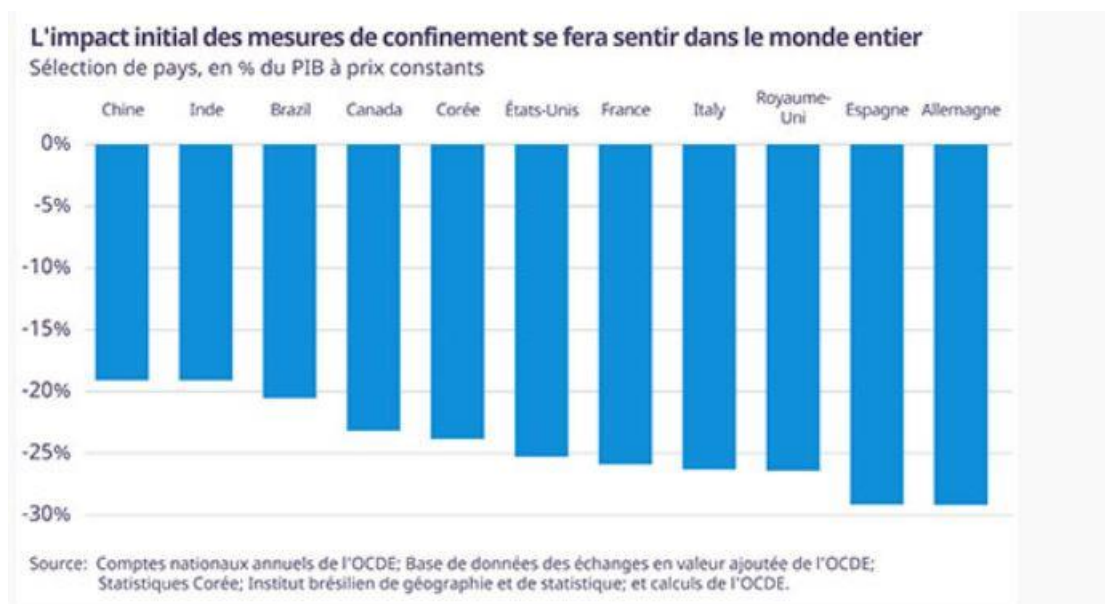


# La croissance mondiale et le coronavirus

Auteur : Philippe Deubel, IA-IPR de SES

Les mesures d'endiguement nécessaires pour ralentir la propagation du Coronavirus vont entraîner une baisse significative du PIB pour les grandes économies mondiales.

Selon les dernières estimations de l'**OCDE** (« *Evaluating the initial impact of Covid-19 containment measures on economic activity* », OECD 2020), le confinement va se solder chaque mois par une perte de 2% dans la croissance du PIB annuel (pour l'économie française, l'INSEE estime qu'un confinement d'un mois contribue à une baisse de trois points de PIB annuel - voir le décryptage d'actualité « [L'impact prévisible de l'épidémie de Coronavirus sur la croissance française](#) »), ce qui fait que de nombreuses économies se dirigent vers une **récession** comprise entre 20% et 30% de leur PIB (voir le chapitre de Terminale « [Comment expliquer l'instabilité de la croissance économique ?](#) »). Si le coût anticipé du confinement est très élevé, les mesures ne semblent pas moins nécessaires, afin d'éviter comme le dit Angel Gurría (Secrétaire général de l'OCDE) « *les millions de morts et l'effondrement des systèmes de santé qui nous décimeraient financièrement et en tant que société* ».



Dans toutes les économies, le recul de la production devrait être à peu près de 25%, l'impact étant lié au coup porté à la production du commerce de détail et de gros ainsi qu'aux services professionnels et immobiliers. Il existe toutefois des différences notables entre les pays selon les secteurs concernés. Etant donné que le secteur du tourisme est à lui seul exposé à une chute d'activité que l'on estime à 70%, les pays dans lesquels le tourisme est relativement important seront plus sévèrement touchés par les fermetures et les limitations de voyages (France et Italie par exemple).

De même, l'arrêt de la production dans le domaine du transport et de l'industrie manufacturière (**choc d'offre négatif**) devrait entraîner une réduction de 15% ou plus du niveau de production dans certaines économies avancées (comme l'Allemagne) et les principales économies de marché émergentes. A l'inverse, les pays dont les secteurs agricole et minier, y compris l'industrie pétrolière, sont relativement importants (comme la Russie ou les pays de l'OPEP) pourraient subir des effets plus faibles, bien que leur PIB sera quand même affecté par la réduction de la demande mondiale de produits de base (**choc de demande négatif**).

Evidemment, le calendrier de l'impact initial de l'épidémie de Coronavirus varie selon la date et le degré des mesures d'endiguement. Par exemple, en Chine, le pic de l'impact négatif sur la production est déjà dépassé, et certaines mesures d'arrêt sont en train d'être assouplies.

Face à ces chocs économiques importants, Mr Gurría dans sa déclaration au sommet du **G20** du 26 mars 2020 a plaidé en faveur d'un « *plan Marshall mondial* ». Ce plan Marshall, qui rejoint globalement la détermination affichée des membres du G20 à utiliser toutes les armes pour soutenir les économies, propose notamment d'utiliser tous les leviers des politiques conjoncturelles et structurelles, de soutenir les pays en développement les plus vulnérables, d'aider les travailleurs et en particuliers les plus vulnérables affectés par un chômage partiel ou total, et d'éviter la faillite des entreprises, et notamment des Petites et moyennes entreprises (PME) qui sont particulièrement fragiles dans ce contexte de crise majeure.

Comme on l'a déjà vu (voir le décryptage d'actualité « [L'action des Banques centrales dans la crise du Coronavirus](#) »), les Banques centrales et les États nationaux ont déjà entrepris de telles mesures de politique monétaire et de politique budgétaire. Le plan Marshall mondial évoqué par le secrétaire général de l'OCDE, s'il est évidemment le bienvenu, pose la question de savoir d'où viendrait le financement nécessaire à l'exécution d'un tel plan. A la fin de la seconde guerre mondiale, ce sont les États-Unis qui ont largement contribué à la reconstruction de l'Europe dévastée. Est-ce la Chine qui prendra le relais aujourd'hui, ou pourra-t-on compter sur les institutions internationales comme le **Fonds monétaire international** et la **Banque mondiale** ?